

L'emploi et l'investissement en France en 2012, premier bilan et première tendance 2013

A travers les données de l'observatoire de l'emploi et de l'investissement de Trendeo

Une année de glissement

La conjoncture économique s'est dégradée au cours de l'année 2012.

Après la très dure année 2009, l'économie française se redressait jusqu'à la mi-2011.

En 2011, les créations d'emploi étaient en baisse, mais les suppressions étaient également en réduction : la tendance de l'économie était incertaine.

Pour l'année 2012, les créations continuent à baisser, et les suppressions sont orientées à la hausse : **l'économie française s'installe dans une tendance dépressive.**

La France n'est pas une île, et cette tendance s'inscrit dans une conjoncture européenne elle-même très dégradée. Une reprise dépend donc en grande partie de facteurs extérieurs.

L'enquête trimestrielle de conjoncture de **l'INSEE** sur l'industrie manufacturière montre ainsi que l'indicateur de conjoncture le plus négatif est celui de la demande étrangère – on peut relier ce point au fait que, depuis juillet 2012, l'euro a augmenté de 10% face au dollar.

L'indicateur **Markit PMI** des acheteurs européens montre un double phénomène : une amélioration de la conjoncture européenne sur la fin 2012, mais une dégradation pour la France. Il est donc extrêmement difficile de prévoir l'évolution de la tendance en 2013. Le mois de janvier s'inscrit cependant en forte dégradation, avec les annonces de Renault et Goodyear.

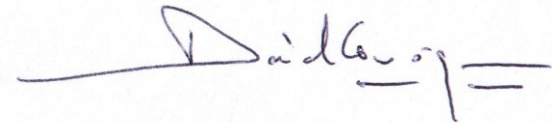
Les différents **secteurs** de l'économie française ne sont pas logés à la même enseigne : du commerce de détail à l'industrie automobile, les performances en matière d'emploi sont très divergentes.

Par **type d'activité**, la production d'énergie progresse en 2012, de même que la logistique. La production industrielle, en revanche, renoue avec de fortes suppressions d'emplois.

Géographiquement, les disparités sont également très fortes. La région **Île-de-France** continue à souffrir des difficultés de l'automobile, alors que la région **Pays-de-la-Loire** bénéficie de la bonne conjoncture dans l'aéronautique et d'un secteur informatique important.

Un point encourageant en 2012 : les investissements massifs annoncés en avril dans le secteur de **l'éolien en mer**. Une bonne façon de rappeler que, depuis 2009, les secteurs « verts » suivis par Trendeo ont créé près de 24 000 emplois nets. Ce n'est que la moitié des emplois perdus dans l'automobile, mais c'est indéniablement une filière qui représente un enjeu majeur pour l'économie française.

Chacun des utilisateurs de l'observatoire de l'investissement et de l'emploi, aura, pour son compte, réalisé en 2012 des analyses stratégiques, commerciales, territoriales ou sectorielles. Nous continuons à vous adresser cette synthèse qui offre un aperçu de la richesse des informations contenues dans cette base de données créée en 2009.



David Cousquer

Créateur et gérant de Trendeo

Les services ne relaient plus l'industrie

Les secteurs de l'économie connaissent des orientations divergentes. L'**industrie manufacturière** demeure le secteur le plus en difficulté, avec une forte augmentation des suppressions nettes d'emplois en 2012. A l'opposé, le secteur de l'**enseignement**, heureusement plus protégé, inverse la tendance des années 2009-2011. Parmi les secteurs en amélioration on trouve le secteur de l'**électricité et du gaz**, le secteur du **transport et de la logistique** (qui continue cependant à perdre des emplois, mais en nombre quatre fois inférieur au maximum de 2010).

Dans les secteurs dont la situation se dégrade, on trouve les secteurs des services comme le **commerce**, l'**information et la communication**, le **BTP** et les **activités immobilières**, les **administrations publiques hors enseignement**. Pour le secteur du commerce, le solde net des emplois créés a été divisé par presque trois de 2010 à 2012, signe que **les secteurs du tertiaire ne peuvent indéfiniment relayer une industrie qui est à la peine**.

Trendeo	2012	Variation 2012-2011	Total 2009-2012
Commerce	12 720	↓ -10 297	85 322
Hébergement et restauration	6 931	↘ 642	38 156
Autres services	4 361	↘ -1 781	28 633
Information et communication	2 133	↓ -12 411	28 532
Electricité et gaz	10 633	↗ 9 327	15 527
Conseils et services spécialisés	3 735	↘ -1 468	13 957
Bâtiment et travaux publics	-3 027	↓ -10 875	12 545
Santé humaine et action sociale	3 678	↘ -1 963	10 196
Arts et spectacles	1 607	↘ 669	6 385
Eau et déchets	891	↘ -131	4 715
Activités extra-territoriales	-3	↘ 98	1 431
Activités immobilières	436	↘ -2 401	1 335
Agriculture, sylviculture et pêche	-456	↘ -610	-738
Industries extractives	-30	↘ 571	-1 687
Activités financières et d'assurance	-2 831	↘ -1 601	-4 587
Enseignement	9 439	↑ 23 245	-35 050
Administration publique	-9 339	↓ -11 951	-57 790
Transports et logistique	-4 482	↘ 8 049	-60 854
Industrie manufacturière	-23 897	↓ -20 293	-121 946

Solde net des annonces de créations et suppressions d'emplois dans les différents secteurs de l'économie française, en 2012 (colonne de chiffres 1).

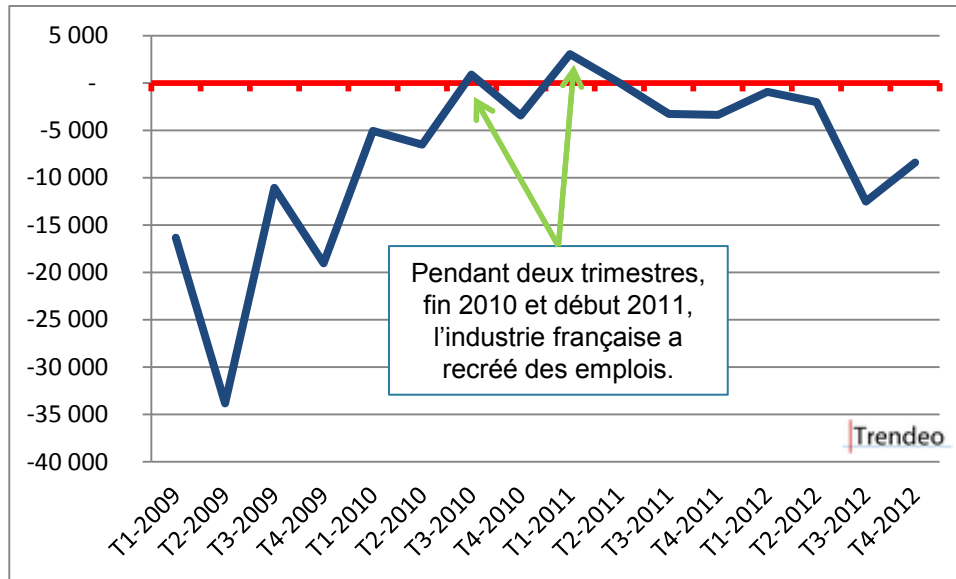
Ecart entre le solde net 2012 et le solde net 2011 (colonne 2).

Total des emplois créés et supprimés de 2009 à 2012 (colonne 3).

L'industrie manufacturière à la peine

Comme l'indiquent le tableau trimestriel ci-dessous et le tableau détaillé par secteur, page suivante, l'industrie manufacturière est retombée dans une situation récessive en 2012.

Alors que la reprise était en cours de 2009 à 2011, et que **l'industrie manufacturière** a brièvement, début 2011, créé à nouveau des emplois, la dégradation est continue depuis lors.



Evolution du solde net trimestriel des emplois créés et supprimés dans l'industrie manufacturière, 2009-2012.

Comme l'indique le tableau de la page suivante, dans **l'automobile**, la situation était presque à l'équilibre entre créations et suppressions d'emplois, en 2011. En 2012, plus de 12 000 suppressions nettes d'emplois ont été annoncées, à peine moins de la moitié du niveau de 2009. **PSA**, **Renault** et **Honeywell** ont annoncé les suppressions les plus importantes.

Le **matériel électronique**, **l'optique** et le **matériel informatique**, mais aussi la **plasturgie**, ont vu leur situation se détériorer en 2012. Dans l'électronique, **Alcatel** et **Technicolor** ont fermé des sites de grande taille.

La **pharmacie** subit sa quatrième année consécutive de pertes d'emplois. Dans ce secteur, les annonces les plus importantes ont été faites par **Bristol-Myers-Squibb**, **Sanofi-Aventis**, **Cephalon** et **Merck** (près de 2000 emplois supprimés à eux quatre).

Les **industries alimentaires** connaissent, à la suite de la faillite du groupe **Doux**, leur première année de pertes nettes d'emplois. Le secteur des **boissons** supprime également des emplois, à un niveau supérieur à celui de 2009 – **Kronenbourg** et **Coca-Cola** ont notamment annoncé des réductions d'effectifs.

Des secteurs producteurs de matériaux comme le **papier/carton** et le secteur du **Verre, plâtre et béton**, voient leurs effectifs se réduire continûment depuis 2009, sur un rythme similaire.

L'industrie manufacturière, premier bilan 2012

Trendeo	Industrie manufacturière	2012	Variation 2012-2011	Total 2009-2012
	(30.3) Construction aéronautique et spatiale	1 828	↑ 1 221	5 089
	(15) Industrie du cuir et de la chaussure	624	↘ -145	1 966
	(30.2) Construction ferroviaire	171	↗ 66	419
	(33) Réparation de machines et d'équipements	-94	↘ -616	237
	(10) Industries alimentaires	-885	↘ -1 127	122
	(30.1) Construction navale	743	↗ 411	-219
	(32) Autres industries manufacturières	402	↗ 53	-372
	(11) Fabrication de boissons	-404	↘ -774	-414
	(12) Fabrication de produits à base de tabac	-37	↘ -27	-425
	(30.4 et .9) Autres matériels de transport	-458	↘ -384	-1 011
	(16) Travail du bois, hors meubles	-866	↘ -943	-1 221
	(19) Cokéfaction et raffinage	-550	↘ -410	-1 626
	(14) Industrie de l'habillement	-259	↗ 73	-2 281
	(28) Moteurs hors automobile et aéronautique	1 664	↑ 847	-4 367
	(17) Industrie du papier et du carton	-1 214	↘ -721	-4 405
	(27) Equipements électriques	-141	↗ 218	-5 068
	(23) Verre, plâtre, béton	-1 171	↘ -760	-5 446
	(31) Fabrication de meubles	-1 133	↘ -726	-5 457
	(13) Fabrication de textiles	-871	↗ 32	-5 933
	(18) Imprimerie	-1 818	↘ -12	-5 951
	(25) Produits métalliques divers hors machines	-494	↗ 323	-6 443
	(20) Industrie chimique	-255	↗ 289	-6 460
	(24) Métallurgie	-448	↑ 832	-6 754
	(22) Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	-1 808	↓ -2 767	-7 068
	(26) Matériel informatique, électronique et optique	-1 755	↘ -2 275	-8 216
	(21) Industrie pharmaceutique	-2 198	↘ -781	-8 648
	(29) Industrie automobile	-12 470	↓ -12 190	-41 994
	Total Industrie Manufacturière	-23 897	-20 293	-121 946

Solde net des annonces de créations et suppressions d'emplois dans l'industrie manufacturière, en 2012 (colonne de chiffres 1).

Ecart entre le solde net 2012 et le solde net 2011 (colonne 2).

Total des emplois créés et supprimés de 2009 à 2012 (colonne 3).

Fermetures d'usines : retour vers 2009 ?

Depuis janvier 2009, nous dénombrons 1 087 fermetures d'usines (sites industriels employant plus de 10 salariés).

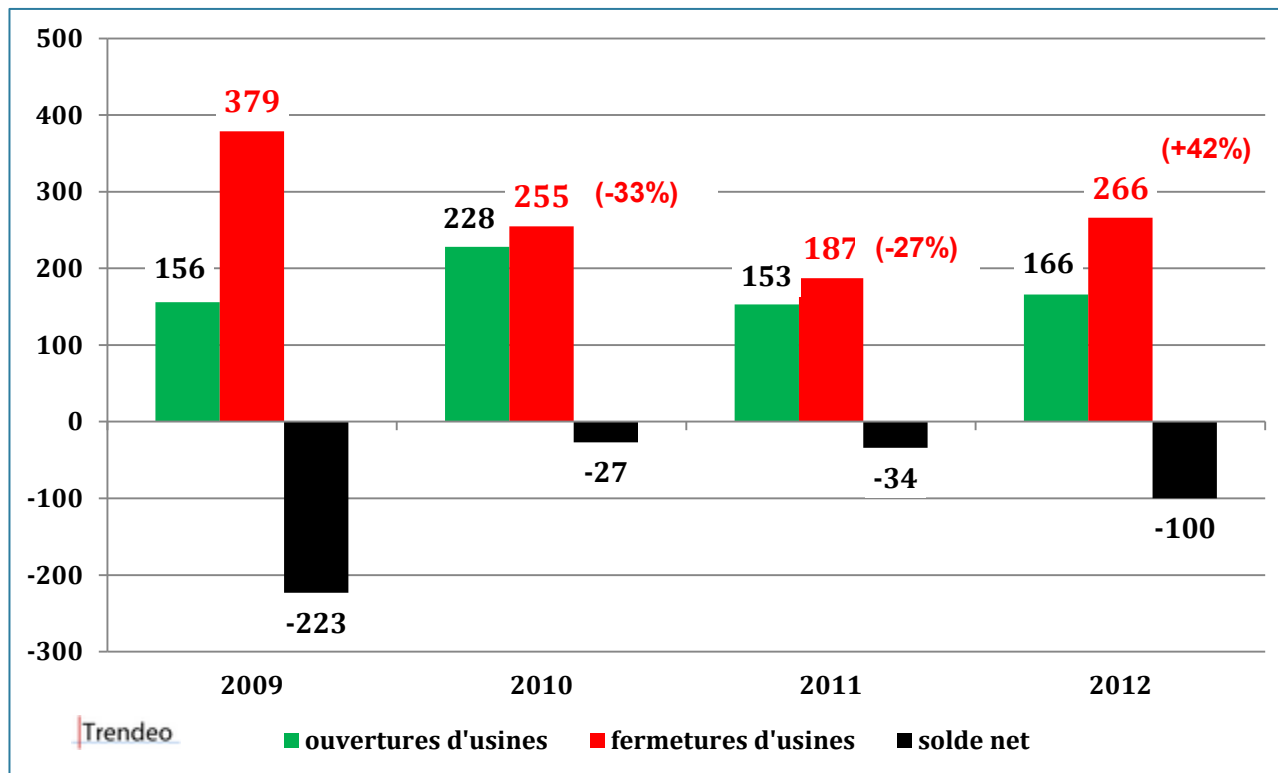
En 2012, le rythme des fermetures s'est accéléré et elles ont progressé de 42%.

Ce délitement du tissu industriel s'opère à bas bruit : au-delà des sinistres les plus spectaculaires (ou de quelques annonces de créations de sites industriels de grande taille, plus rares), la taille moyenne des sites fermés est de 71 salariés. La taille moyenne des sites créés est de 65 salariés.

Délocalisations et relocalisations

Dans l'ensemble de l'économie, les délocalisations représentent 3,1% des emplois détruits depuis 2009. Mais **dans les industries manufacturières, ce pourcentage s'élève à 8,5%.**

Les **relocalisations**, de leur côté, ne constituent que 0,2% des emplois créés depuis 2009, et **0,6% des emplois créés dans l'industrie manufacturière.** Ce chiffre est stable d'année en année.



Evolution annuelle des ouvertures et fermetures d'usines en France.

En vert : nombre d'usines créées.

En rouge : nombre d'usines fermées et variation en % par rapport à l'année précédente.

En noir : solde net annuel des ouvertures et fermetures d'usines.

Des résultats régionaux diversifiés

Basse-Normandie	0,91%
Aquitaine	0,85%
Midi-Pyrénées	0,82%
Pays de la Loire	0,73%
Nord-Pas-de-Calais	0,67%
Languedoc-Roussillon	0,49%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,49%
Bourgogne	0,32%
Bretagne	0,27%
Limousin	0,26%
Auvergne	0,26%
Corse	0,22%
Guyane	0,18%
Rhône-Alpes	0,18%
France	0,17%
Poitou-Charentes	0,13%
Centre	0,02%
La Réunion	-0,10%
Champagne-Ardenne	-0,18%
Haute-Normandie	-0,18%
Franche-Comté	-0,23%
Île-de-France	-0,26%
Alsace	-0,31%
Guadeloupe	-0,32%
Picardie	-0,33%
Lorraine	-0,58%
Martinique	-0,65%

Par rapport à leur population active, les régions françaises ont des taux de créations nets d'emplois très disparates.

De la **Martinique** et la **Lorraine**, qui perdent des emplois pour près de 0,6% de leur population active, à la **Basse-Normandie**, qui gagne presque 1%, les contrastes sont forts.

La **Basse-Normandie** est au premier rang du dynamisme économique régional, principalement en raison de l'annonce en 2012 de l'implantation à Cherbourg par Alstom et EDF Energies nouvelles d'un site de fabrication d'éoliennes en mer.

L'**Aquitaine**, en accueillant le laser mégajoule, a compensé les difficultés de la filière solaire, qui interviennent depuis 2011.

En **Midi-Pyrénées**, l'aéronautique et le logiciel sont les deuxième et troisième secteurs créateurs d'emplois.

Les **Pays-de-la-Loire** ont un secteur du développement de logiciel important et vont également accueillir des investissements pour l'éolien en mer. Par ailleurs la région est la deuxième pour l'aéronautique depuis 2009.

En région **PACA**, l'industrie manufacturière ne représente que 14% des créations d'emplois, contre 24% au niveau national. Les services comme le commerce et l'hôtellerie-restauration sont en revanche plus forts.

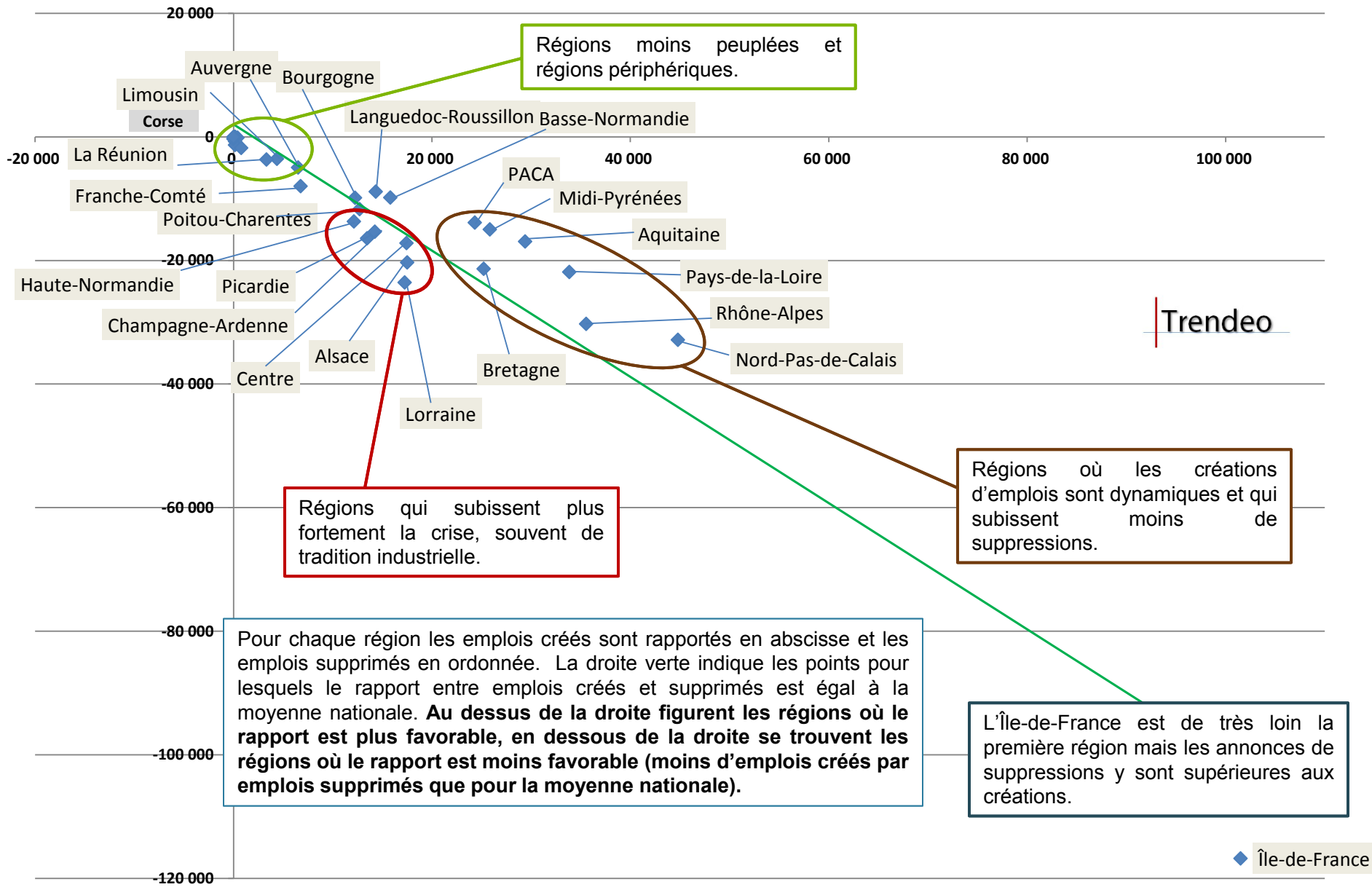
En région **Centre**, le plan de restructuration des armées a été plus favorable qu'ailleurs, entraînant une part importante de créations d'emplois publics. L'industrie manufacturière est également un peu au dessus de la moyenne nationale.

A l'autre extrémité, **Alsace**, **Picardie** et **Lorraine** subissent les difficultés de l'industrie sans trouver de relais dans d'autres secteurs.

Le cas de l'**Île-de-France** est plus complexe : le secteur automobile y était important et souffre beaucoup, et la présence massivement francilienne du secteur Banque et assurance se révèle un handicap quand le secteur réduit fortement ses effectifs.

Pour chaque région, le solde cumulé des emplois créés et supprimés de 2009 à 2012 a été rapporté à la population active. En Rhône-Alpes par exemple, le solde est positif et correspond à un accroissement du nombre d'emplois égal à 0,18% de la population active.

Des profils régionaux différenciés



Les filières vertes : Éole triomphe d'Hélios

Les filières vertes de l'économie française sont difficiles à identifier car disséminées dans plusieurs secteurs. Trendeo a donc défini neuf secteurs liés au développement durable, dont nous mesurons l'évolution depuis 2009.

Le premier constat est que ces secteurs ont globalement créé près de 24000 emplois nets depuis 2009, soit **plus de la moitié des emplois supprimés dans l'automobile**.

L'éolien est, depuis 2012 et l'appel d'offres sur l'éolien en mer, le premier secteur « vert ». Ce projet permet à l'éolien de représenter 39% des emplois verts annoncés depuis 2009.

Depuis 2011, le secteur solaire ne crée qu'un nombre minime d'emplois. S'il représente 17% des emplois annoncés depuis 2009 ; en 2011 et 2012 le solaire représente moins de 2% des emplois créés.

Des secteurs moins connus comme la **méthanisation** ou le **recyclage/dépollution** représentent 25% des emplois annoncés.

Les cinq autres secteurs représentent moins de 20% du total des emplois créés.

Les projets de méthanisation

De 2009 à 2012, chaque année, une trentaine de projets visent à transformer en gaz inflammable des déchets organiques, avec des intrants extrêmement diversifiés (lisier, déchets végétaux, déchets organiques alimentaires...) Chacun de ces projets conduit à une moyenne d'une trentaine d'emplois créés, pour un coût moyen de 43 M€.

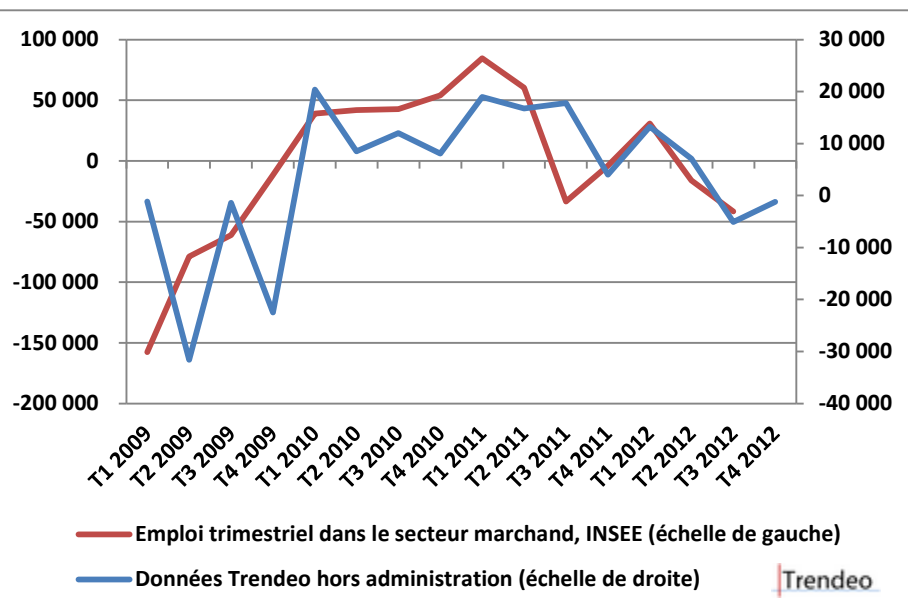
Trendeo	2009	2010	2011	2012	Total général	Tendance
Eolien	527	271	1 112	7 531	9 441	
Solaire	2 463	1 467	44	174	4 148	
Méthanisation	442	405	1 456	1 012	3 315	
Recyclage et dépollution	664	737	651	522	2 574	
Véhicule électrique	260	1 308	177	96	1 841	
Biomatériaux et écoconstruction	436	180	153	151	920	
Divers et mixtes	484	262	440	-435	751	
Bois chauffage	80	369	66	20	535	
Biocarburants	192	106	10	-6	302	
Géothermie et aérothermie	14	-13	35	126	162	
Total général	5 562	5 092	4 144	9 191	23 989	

Solde net annuel des créations et suppressions d'emplois dans les différentes filières vertes suivies par l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement de Trendeo, depuis 2009.

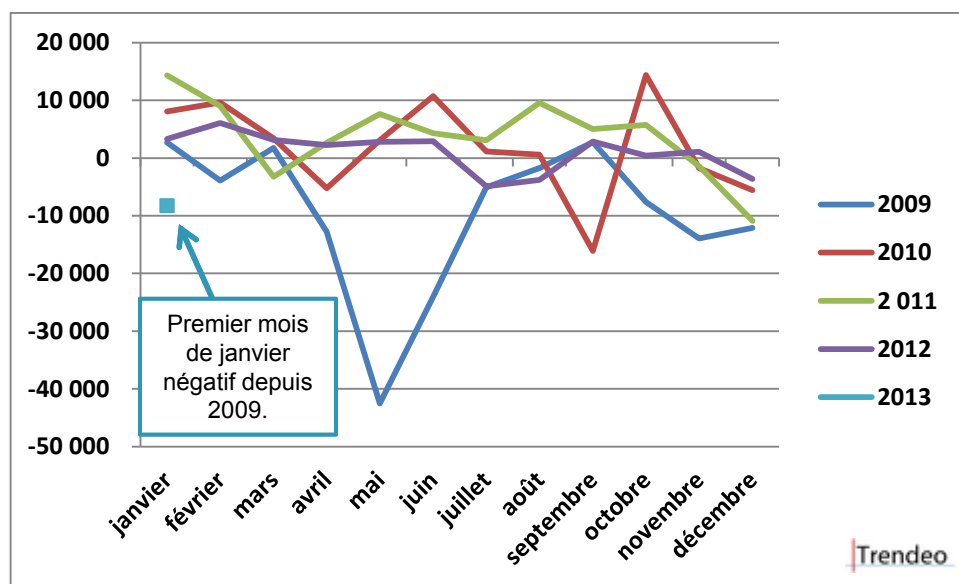
2013, un mauvais départ

Les données Trendeo sont corrélées avec l'indicateur emploi trimestriel de l'INSEE. Nos chiffres sont cependant inférieurs, à la hausse comme à la baisse. Nous prenons en effet moins bien en compte l'évolution des emplois intérimaires (75% des suppressions nettes au 3^{ème} trimestre 2012, selon l'INSEE), ainsi que les embauches ou réductions d'effectifs par petit nombre, qui ne sont que très difficilement repérables. **Nous constatons cependant que nos données reflètent bien la tendance de la conjoncture économique française**, comme l'indique le graphique ci-dessous.

Les données mensuelles de janvier 2013 issues de l'observatoire de l'investissement et de l'emploi ne sont donc pas de bon augure. Le mois de janvier 2013, avec les annonces de suppressions d'emplois de **Renault** puis de **Goodyear**, est le plus mauvais depuis que nous collectons des données. **Les dynamiques à l'œuvre au sein de l'économie française ne sont pas bonnes. Une détérioration de l'économie française en 2013 est plus probable qu'une amélioration.**



Comparaison des données trimestrielles emploi de l'INSEE dans le secteur marchand, et du cumul trimestriel des emplois créés et supprimés recensés par l'observatoire de l'emploi et de l'investissement de Trendeo.



Evolution mensuelle du solde net mensuel des emplois créés et supprimés de 2009 à janvier 2013.

A propos de Trendeo

L'Observatoire de l'emploi et de l'investissement a été créé, par Trendeo, en janvier 2009 et mis en service en juillet 2009. L'objectif de cette base de données, accessible par abonnement, est de recenser et structurer, en temps réel, à travers plus de 4 500 sources d'informations, toute l'information sur les investissements et désinvestissements en France ainsi que les créations et suppressions d'emplois qui leur sont liées.

Cette méthodologie nous a permis, depuis janvier 2009, d'enregistrer plus de 25 000 opérations : 15 489 investissements correspondant à 673 000 emplois créés, et 9 894 désinvestissements correspondant à 709 000 emplois supprimés.

SÉLECTIONS EN COURS

Emplois créés

Nombre d'emplois = 673 628

Nombre d'opérations = 15 489

Montant total investi (M€) =

299 219

Emplois perdus

Nombre d'emplois = 708 976

Nombre d'opérations = 9 894

Montant total investi (M€) =

-276 722

Les données de l'observatoire ont été utilisées à de nombreuses reprises par la presse, dans le cadre d'articles consacrés à la conjoncture sectorielle ou régionale (cf. la rubrique « Presse » du site Internet de Trendeo).

L'observatoire est également utilisé quotidiennement comme instrument de veille commerciale, territoriale ou sectorielle, par de nombreux clients des secteurs du conseil, de l'industrie et des administrations nationales et locales (www.observatoire-investissement.fr).

TRENDEO

166 boulevard du Montparnasse

75 014 Paris

www.trendeo.net

01 42 79 51 26